

Compétences Transformation Alimentaire Canada

Goûts et bourses... réexaminés!

Deuxième aperçu détaillé des attitudes et
des comportements des consommateurs
d'épicerie canadiens

Mars 2025



Compétences Transformation Alimentaire Canada®

Copyright© Compétences Transformation
Alimentaire Canada 2025
Tous droits réservés.

ISBN : 978-1-998594-28-3

Tous droits réservés. La reproduction,
l'enregistrement dans un système de recherche
documentaire ou la transmission sous quelque
forme que ce soit ou par n'importe quel moyen
d'une partie quelconque de la présente
publication sont interdits sans l'autorisation
écrite de Compétences Transformation
Alimentaire Canada est interdite.

**Compétences Transformation
Alimentaire Canada**

201 – 3030, ch. Conroy,
Ottawa (Ontario)
K1G6C2



Compétences Transformation Alimentaire Canada

CTAC est votre organisme à but non lucratif de développement du travail, des compétences et de la main-d'œuvre. Notre travail consiste à fournir un leadership dans la professionnalisation de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons pour que la ressource la plus importante - les gens - soient les meilleurs au monde. Nous avons élaboré une stratégie nationale de compétences qui est une approche à long terme éprouvée, utilisée avec succès par d'autres secteurs professionnels canadiens. Cette stratégie établit des collaborations avec l'industrie, les gouvernements, le milieu universitaire, les syndicats, les associations, les organisations communautaires et d'autres parties prenantes.



Canada

Ce projet est financé en partie en vertu du Programme de solutions
pour la main d'œuvre sectorielle du gouvernement du Canada.

Ce projet a été financé par le Programme d'appui aux initiatives sectorielles du gouvernement du Canada. Les opinions et les interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada

Table des matières

Sondage auprès des
consommateurs
#2

Introduction et méthodologie.....	1
Résumé des principaux constats.....	4
L'inflation alimentaire réexaminée.....	5
Tendances dans les épiceries.....	11
Perceptions du marché du travail et du Programme des travailleurs étrangers temporaires.....	12
Implications.....	19

À propos du 2^e sondage auprès des consommateurs

Il s'agit du second de deux sondages menés auprès de consommateurs afin de recueillir des données canadiennes sur :

- Les habitudes liées aux épiceries
- Les perceptions au sujet des aliments et des boissons disponibles (p. ex., inocuité)
- Les priorités et les considérations au moment de faire les épiceries
- L'expérience face à la hausse du coût des aliments et à l'inflation
- Les perceptions sur le marché du travail (p. ex., opinions au sujet du Programme des travailleurs étrangers temporaires)

Ce sondage a suivi celui du mois d'octobre 2023 et comprenait plusieurs éléments de suivi afin de mesurer les changements.

Introduction et méthodologie



Un total de 1 500 résidents adultes de partout au Canada ont été sondés en ligne entre le 6 et le 12 novembre 2024.

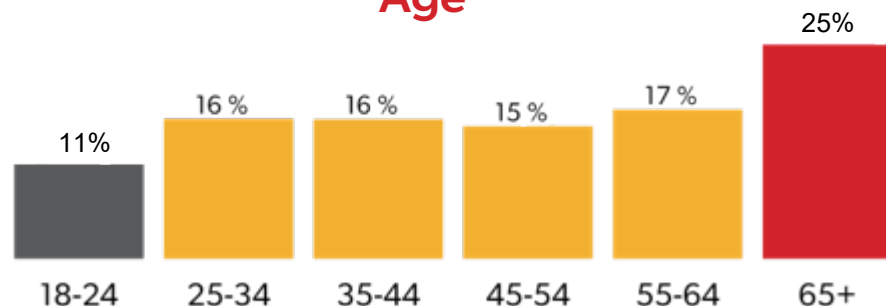
L'échantillon a été prélevé au hasard dans le panel Web de répondants à des sondages potentiels de Léger.

Des pondérations de poststratification ont été appliquées à l'échantillon en fonction du recensement de population de 2021 pour assurer une représentation par province, âge et genre.

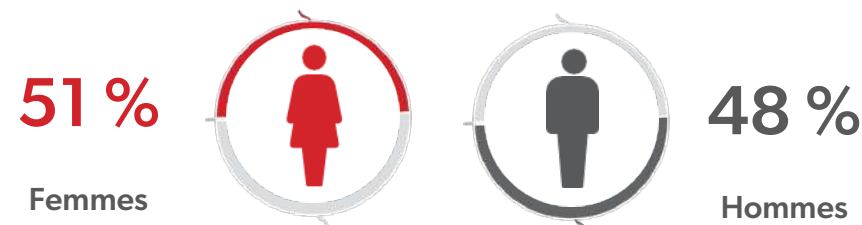
Une marge d'erreur associée pour un échantillon de probabilité de cet ordre de grandeur serait de $\pm 3\%$, 19 fois sur 20.

Profil des répondants

Âge



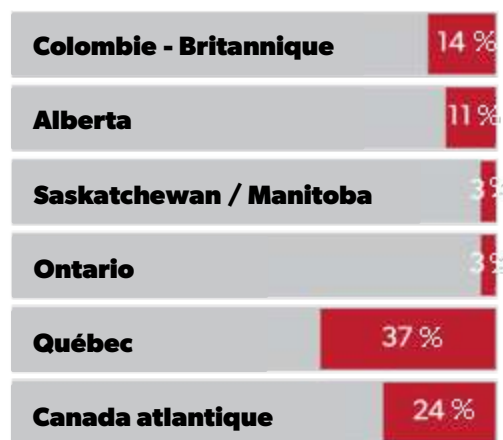
Genre



Revenu du ménage



Régions



Autres caractéristiques

De souche canadienne : **78 %**

Parents d'enfants < 18 ans : **24 %**

Avec préférences alimentaires : **16 %**

Principaux constats : L'inflation alimentaire reste très présente à l'esprit malgré un assouplissement des taux

Préoccupations persistantes en matière d'inflation : Bien que le taux d'inflation global du Canada ait fléchi à 2,5 % en novembre 2024, une grande proportion (63 %) de Canadiens perçoivent toujours que les prix des épiceries ont « beaucoup » augmenté au cours de la dernière année. Il s'agit d'une diminution par rapport à 84 % en 2023, mais seulement 14 % croient que l'inflation alimentaire « ralentit » réellement.

Perception axée sur les bénéfices : Comme en 2023, les deux tiers (66 %) des Canadiens attribuent l'inflation alimentaire à la poursuite de bénéfices au sein de la chaîne d'approvisionnement des aliments et des boissons, plutôt qu'à des pressions inflationnistes naturelles. Lorsqu'on leur demande d'attribuer le blâme, les détaillants alimentaires (58 %) et les gouvernements (26 % dans un format révisé de question) sont le plus souvent cités.

Évolution des habitudes d'achat : Près de la moitié (46 %) des Canadiens déclarent avoir changé leurs habitudes d'achat au cours de la dernière année, principalement pour économiser de l'argent (72 %) et pour maintenir ou améliorer leur santé (58 %). La durabilité environnementale est une préoccupation moindre (38 %).

Le prix l'emporte sur la marque : Plus de la moitié des Canadiens continuent de privilégier le prix à la fidélité à la marque, ce qui renforce l'impact de l'inflation sur le comportement des consommateurs. La confiance dans les aliments vendus dans les épiceries canadiennes demeure relativement faible, à 68 %, soit une légère augmentation par rapport aux 63 % de 2023. Il existe des clivages générationnels (par exemple, 79 % des personnes âgées expriment leur confiance, contre seulement 61 % des personnes de moins de 35 ans).

Principaux constats : Adaptation à l'inflation et perceptions du marché du travail

Stratégies d'économie : Les principales mesures d'économie consistent à accorder plus d'attention aux promotions et aux rabais (76 %), à manger les restes/gaspiller moins de nourriture (56 %) et à magasiner auprès d'enseignes moins chères (56 %).

Des choix soucieux de la santé : Pour améliorer leur santé, les Canadiens réduisent de plus en plus leur consommation de sucre (53 %), limitent les aliments transformés (52 %), lisent plus attentivement les étiquettes (41 %) et mangent des collations plus saines (41 %). La perte de poids, la santé intestinale et la santé cardiaque sont les principales motivations pour utiliser des aliments et des boissons pour aborder les problèmes de santé.

Des perceptions contradictoires au sujet du marché du travail : Alors que 58 % des Canadiens accepteraient presque n'importe quel emploi s'ils étaient au chômage, 80 % conviennent que le salaire minimum n'est pas un salaire vital.

Pénuries de main-d'œuvre : Bien que seulement 25 % des répondants qualifient le taux de chômage local de « faible », 44 % croient que le Canada connaît souvent une grave pénurie de main-d'œuvre, et cette proportion passe à 62 % pour certains secteurs d'activité. Parmi ceux qui sont d'accord pour dire que certaines industries spécifiques font face à une grave pénurie de main-d'œuvre, les soins de santé (78 %), l'agriculture (51 %) et la construction (46 %) se dégagent comme les secteurs les plus touchés par cette pénurie. La transformation des aliments et des boissons enregistre 28 % (7^e sur une liste de 10 secteurs).

Travailleurs étrangers temporaires : Près de 7 Canadiens sur 10 connaissent le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), la majorité d'entre eux (54 %) le jugeant assez ou très utile, contre 32 % qui le considèrent comme inutile. Et ce, malgré la récente couverture médiatique négative et les promesses du gouvernement de restreindre le programme.

L'inflation alimentaire réexaminée



L'inflation a continué à faire les manchettes l'an dernier, même si le taux d'inflation global a fléchi à 2,5 % en novembre 2024 au Canada.

Notre premier sondage auprès des consommateurs réalisé en octobre 2023 a révélé une perception quasi universelle (96 %) selon laquelle le prix des épiceries a augmenté au cours des 12 derniers mois (c.-à-d. d'octobre 2022 à octobre 2023), 84 % affirmant que les prix ont augmenté « beaucoup » (surtout du point de vue des personnes âgées).

Exactement un an plus tard, la perception de l'inflation alimentaire n'est qu'un peu moins négative. En bref, les Canadiens continuent de percevoir l'inflation alimentaire comme étant galopante, mais inférieure à son pic :

- Mais surtout, seuls 14 % des répondants pensent que l'inflation alimentaire « ralentit », contre 11 % un an plus tôt. Les hommes sont beaucoup plus enclins à croire que l'inflation alimentaire ralentit.
- La proportion de personnes déclarant que le prix des épiceries a augmenté « beaucoup » au cours de l'année écoulée reste élevée (63 %), mais elle est en net recul par rapport aux 84 % enregistrés en 2023. En phase avec les résultats du sondage de 2023, les personnes âgées sont beaucoup plus susceptibles d'avoir perçu une hausse plus marquée des prix.

Conformément aux résultats ci-dessus, les consommateurs d'aujourd'hui sont moins susceptibles de dire que les prix des épiceries ont augmenté de plus de 20 % au cours de la dernière année qu'ils ne l'étaient lors du premier sondage auprès des consommateurs, alors que 27 % d'entre eux étaient de cet avis.

Les perceptions de l'inflation alimentaire

Q. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun de ces énoncés.

Je crois que l'inflation alimentaire ralentit

14 %

**vs. 11 % en
octobre 2023**

Base de l'échantillon : 1 500

Les perceptions de l'inflation alimentaire

Q.

Au cours des 12 derniers mois, diriez-vous que le coût des épiceries a augmenté, diminué ou est à peu près le même?

88 %

estiment que le coût des épiceries a augmenté au cours des 12 derniers mois

2024

63 %

Beaucoup augmenté

25 %

Augmenté un peu

8 %

À peu près le même

2023

84 %

12 %

3 %

Base de l'échantillon : 1 500

Q.

Combien de plus dépensez-vous maintenant pour vos épiceries par rapport au même moment l'an dernier?

Octobre 2023

Moins de 5 % de plus

6 %

4 %

Entre 6 % et 10 % de plus

37 %

30 %

Entre 11 % et 20 % de plus

32 %

36 %

Plus de 20 %

20 %

27 %

Base de l'échantillon : 1 323



En octobre 2023, deux Canadiens sur trois estimaient que les principaux acteurs de la chaîne d'approvisionnement des aliments et des boissons (c.-à-d. les producteurs, les transformateurs et les détaillants) profitaient de l'inflation pour accroître leurs bénéfices (au-delà de l'impact de l'inflation). Un an plus tard, rien n'a changé : les Canadiens sont tout aussi enclins à dire que l'inflation alimentaire est principalement causée par des hausses de prix visant à mousser les bénéfices (plutôt que par une simple inflation naturelle dans la chaîne d'approvisionnement) : 66 % aujourd'hui contre 69 % en 2023.

Les sondages auprès des consommateurs de 2023 et 2024 examinent tous deux la question de savoir **qui**, selon le public, est le principal responsable des bénéfices. Dans le présent sondage, cependant, la question a été posée de deux façons, la première reprenant le libellé et les options de 2023, tandis qu'une nouvelle version incluait les « gouvernements » comme option de blâme, ainsi qu'un libellé de question ajusté pour refléter le fait que les gouvernements au Canada ne font pas de « bénéfices ». L'ajout de la nouvelle question était basé sur la rétroaction reçue des participants lors du sommet 2024 de CTAC.

- D'après la question de suivi, il n'y a pas de changement quant aux personnes à blâmer au sein de la chaîne d'approvisionnement : les détaillants alimentaires continuent d'être les chefs de file, récoltant 58 % du blâme (comparativement à 59 % en 2023). Les transformateurs d'aliments et de boissons sont blâmés par 13% des répondants, contre 10% l'année dernière.
- Notre nouvelle question sur les responsables, qui inclut les « gouvernements », fait que 26 % des répondants blâment les gouvernements et seulement 29 % les détaillants. Les transformateurs d'aliments et de boissons enregistrent un taux de 6 %. La majorité des répondants estiment que « ils sont tous à blâmer ».

Les Québécois sont nettement plus enclins à attribuer une responsabilité égale à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

Suivi de la perception des causes de la hausse des coûts



Q. Voici deux points de vue au sujet de la hausse du coût des épiceries. Dites-nous lequel reflète le mieux votre propre point de vue?

**Octobre
2023**

Des facteurs tels que la pandémie de la COVID-19, la guerre en Ukraine et le changement climatique ont créé une inflation mondiale. Les agriculteurs, les transformateurs d'aliments et de boissons ainsi que les détaillants ont cependant tiré parti de la situation pour augmenter les prix au-delà de ce qui est nécessaire pour couvrir la hausse de leurs propres coûts afin d'accroître leurs bénéfices.

69 %

66 %

Des facteurs tels que la pandémie de la COVID-19, la guerre en Ukraine et le changement climatique ont créé une inflation mondiale. Les agriculteurs, les transformateurs d'aliments et de boissons ainsi que les détaillants ont augmenté leurs prix seulement pour couvrir les frais supplémentaires engagés, mais sans augmenter leurs bénéfices.

19 %

21 %

Je ne sais pas

12 %

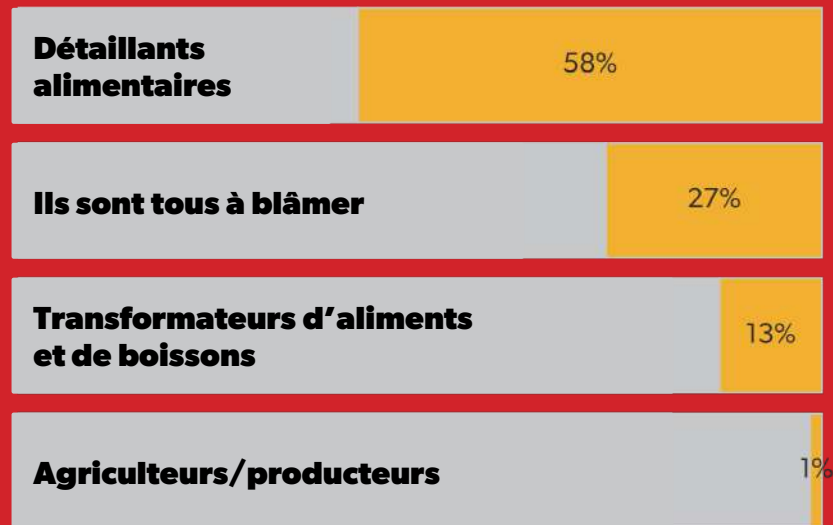
13 %

Échantillon de base : 695

Hausse des coûts : Suivi de qui est responsable

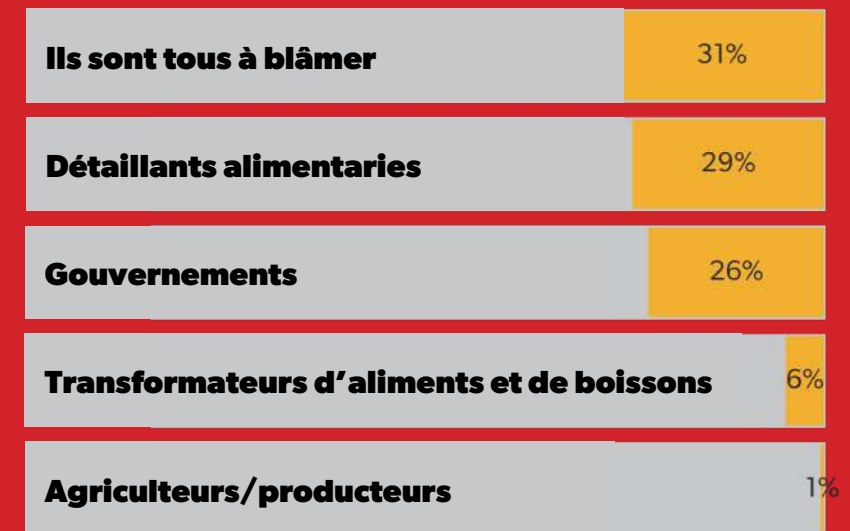
Q. Quel groupe parmi les suivants a augmenté le plus ses prix pour accroître les bénéfices?
(Sélectionner un seul groupe)

Octobre 2023



Base de l'échantillon : 479

Q. Quel groupe parmi les suivants est, selon vous, le plus responsable de la hausse du coût des épiceries? (Sélectionner un seul groupe)



Base de l'échantillon : 709

Tendances dans les épiceries

Perceptions du marché du travail et du Programme des travailleurs étrangers temporaires



Le sondage 2024 révèle des points de vue contradictoires sur le marché du travail canadien. La plupart des Canadiens pensent que de nombreuses personnes ne travailleront pas au salaire minimum même si elles ont besoin d'un emploi, alors que 58 % des répondants ont déclaré qu'ils accepteraient personnellement presque n'importe quel emploi s'ils étaient au chômage. Parallèlement, 8 personnes sur 10 reconnaissent que le salaire minimum ne permet pas de vivre, nulle part au Canada. Cela suggère une perception largement répandue selon laquelle une partie importante du marché du travail offre des conditions intenable : les Canadiens sont censés, et souvent prêts, à accepter des emplois au salaire minimum même s'ils ne leur permettent pas de subvenir adéquatement à leurs besoins.

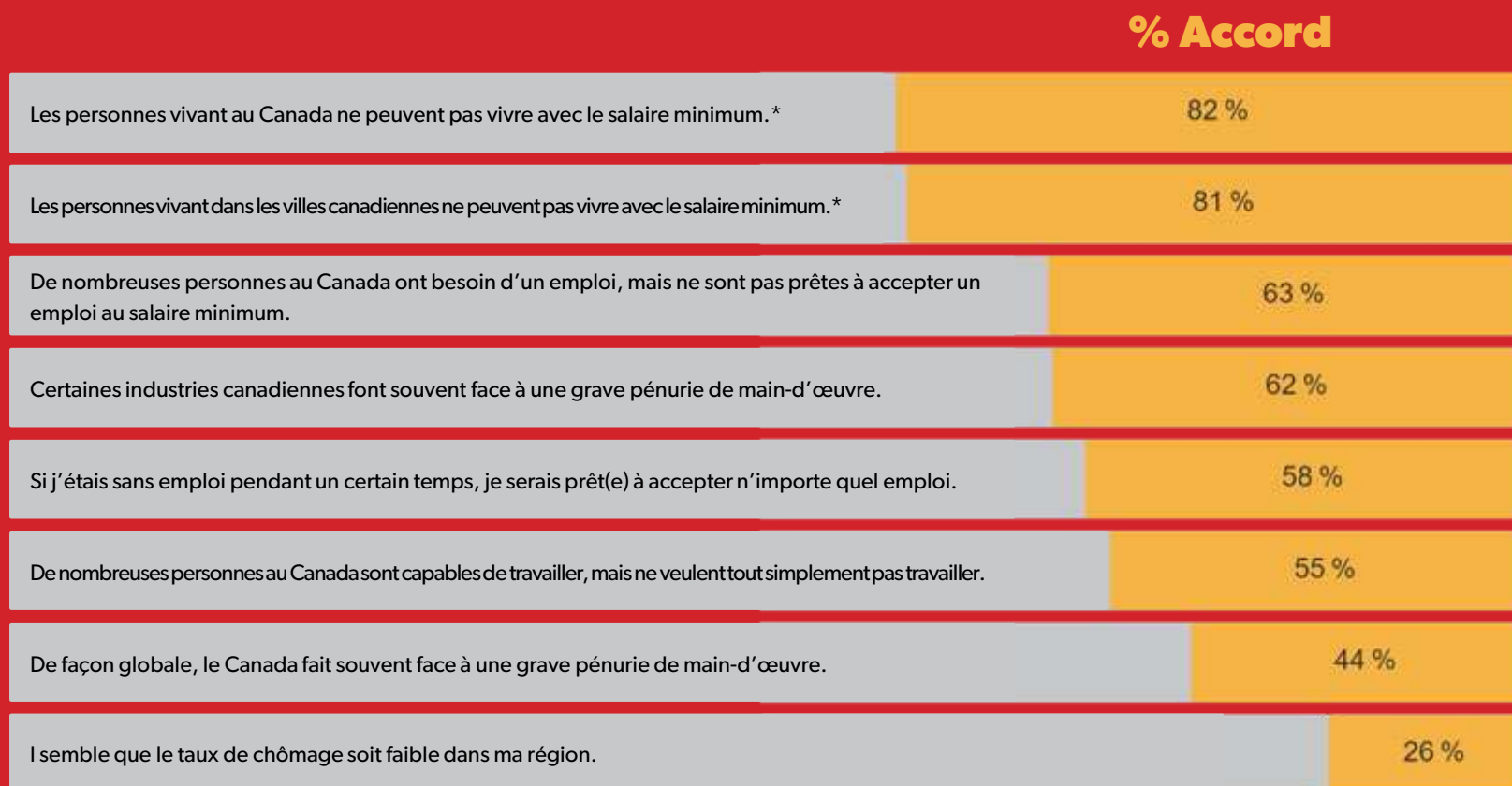
Alors que seulement 25 % des répondants qualifient le taux de chômage local de « faible », ce qui suggère une expérience personnelle limitée des pénuries de main-d'œuvre, une proportion significative d'entre eux perçoit des pénuries plus importantes : 44 % des répondants croient que de façon globale, le Canada fait souvent face à une grave pénurie de main-d'œuvre, et cette proportion grimpe à 62 % lorsqu'on prend en compte des industries particulières, les deux points de vue étant plus répandus au Québec. Cet écart suggère une disjonction entre les observations individuelles du chômage local et la perception du marché du travail national ou spécifique à une industrie. Ce fossé apparent est potentiellement dû à la couverture médiatique nationale (c.-à-d. les entreprises et les industries confrontées à de graves pénuries de main-d'œuvre).



Parmi les répondants qui croient que certaines industries canadiennes sont confrontées à de graves pénuries de main-d'œuvre, les soins de santé ont été le plus souvent cités (78 %), suivis par l'agriculture (51 %) et la construction (46 %). La transformation des aliments et des boissons a été choisie par 28 % des répondants, tandis que les services financiers étaient les moins susceptibles d'être perçus comme connaissant une pénurie, dans une proportion de seulement 7 %. Ces résultats sont basés sur une sélection de 10 industries possibles.

Perceptions du marché du travail

Q. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes en accord ou en désaccord avec chaque énoncé.



Base de l'échantillon : 749 - 1 500

Industries où les pénuries de main-d'œuvre sont perçues comme étant les plus importantes

Q. Laquelle des industries canadiennes suivantes, le cas échéant, fait face à une grave pénurie de main-d'œuvre? (Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.) (Question posée aux personnes qui ont convenu que certaines industries canadiennes éprouvaient souvent de graves pénuries de travailleurs.)

Soins de santé	78 %
Agriculture/Élevage	51 %
Construction	46 %
Hôtellerie/restauration	41 %
Commerce de détail	38 %

Secteur manufacturier	31 %
Transformation des aliments et des boissons	28 %
Exploitation minière	12 %
Pétrole et gaz	11 %
Services financiers	7 %

Base de l'échantillon : 934



En novembre 2024, date à laquelle le sondage a été réalisé, le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) avait fait l'objet d'une couverture médiatique et d'articles d'opinion critiques à l'égard des politiques d'immigration du gouvernement fédéral, et du PTET. (1) En réponse, le gouvernement s'est engagé à imposer des restrictions au programme. (2)

Le sondage révèle que le PTET est largement connu, près de 7 personnes sur 10 déclarant en avoir entendu parler au moins « un peu » (45 %) ou « beaucoup » (23 %). Le degré de sensibilisation augmente avec l'âge et est plus élevé en Alberta.

En ce qui concerne l'utilité perçue du programme, la proportion de ceux qui le décrivent comme étant assez ou très utile dépasse celle de ceux qui le jugent inutile dans une proportion de près de 2 pour 1 (54 % contre 32 % respectivement).

- Les personnes âgées et les Québécois sont beaucoup plus susceptibles de considérer le programme comme étant utile.

1. <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/temporary-foreign-workers-1.7240374>
2. <https://www.ctvnews.ca/politics/canada-to-reduce-the-number-of-temporary-foreign-workers-liberals-1.7014058>

Sensibilisation et perspectives au sujet du PTET

Q. Avez-vous entendu parler du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) du Canada?

68 %

Ont entendu parler au moins un peu du Programme des travailleurs étrangers temporaires

Base de l'échantillon : 1 500

Q. Compte tenu de ce que vous savez ou de ce que vous avez entendu, diriez-vous que le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) est utile ou inutile?

54 %

Disent que le programme des travailleurs étrangers temporaires est utile

Base de l'échantillon : 1 500

PRÉAMBULE À LA QUESTION DE SUIVI : Le programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) permet aux employeurs canadiens d'embaucher des travailleurs étrangers sur une base temporaire afin de pourvoir des postes dans certaines professions ou industries lorsqu'il n'y a pas suffisamment de travailleurs canadiens.

Implications

Implications

Les implications du second sondage auprès des consommateurs sont les suivantes :

Proposition de valeur au-delà du prix : Si le prix reste un facteur dominant pour les consommateurs, la santé et la commodité gagnent également en importance. Les transformateurs peuvent en tirer parti en développant des produits qui ciblent ces besoins. En mettant l'accent sur des ingrédients plus sains, un étiquetage clair (abordant l'examen plus pointu des étiquettes), un emballage pratique et en soulignant les avantages pour la santé (p. ex., la santé intestinale, la gestion du poids), ils peuvent attirer des consommateurs prêts à dépenser un peu plus pour obtenir une valeur ajoutée.

Se préparer à l'évolution des habitudes de consommation : Les habitudes d'achat d'épicerie des consommateurs continuent d'évoluer, sous l'effet des économies et des préoccupations en matière de santé. Les transformateurs pourraient s'adapter à ces changements en proposant une gamme de tailles de produits et de prix, en promouvant des produits à valeur ajoutée qui s'alignent sur les tendances en matière de santé (p. ex., teneur réduite en sucre, moins de transformation) et en minimisant le gaspillage alimentaire grâce à l'emballage et à l'innovation de produits. L'importance accordée aux restes laisse également entrevoir des possibilités pour les produits qui facilitent la préparation et la conservation des repas.

Pour en savoir plus, veuillez contacter

Kevin Elder

Responsable des projets et des relations
gouvernementales du CTAC

kelder@fpssc-ctac.com



Canada

Ce projet est financé en partie en vertu du Programme de solutions
pour la main-d'œuvre sectorielle du gouvernement du Canada.

